



L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS

Avec Marco Martiniello (CEDEM, ULiège),
Louise Hantson (VUB), Hassan Bousetta (ULiège)
et Valéria Lucera (CBAI)

**16 DÉCEMBRE
2025**



En collaboration avec



Avec le soutien de



L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS



Marco Martiniello



Louise Hantson



Hassan Bousetta



Valéria Lucera



En collaboration avec



Avec le soutien de



Cofinancé par
l'Union européenne



L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS



Marco Martiniello

Marco MARTINIELLO (1960) est Directeur de Recherches au Fonds National de la Recherche Scientifique (FRS-FNRS) et Directeur du Centre d'Etudes de l'Ethnicité et des Migrations à l'Université de Liège.



En collaboration avec



Avec le soutien de



Cofinancé par
l'Union européenne



Intégration et modèles d'intégration: une remise en question


Marco MARTINIELLO

CEDEM- Université de Liège et FRS-FNRS

Charleroi, 16 décembre 2025



Objectifs

- 
- 1. Questionner (critiquer) les notions d'intégration et de « modèles » d'intégration ainsi que les usages politiques qui en sont faits.
 - 2. Proposer des alternatives.

Plan

- 1. Pourquoi la notion d'intégration est-elle problématique?
- 2. Qu'est-ce qu'un « modèle » d'intégration ?
- 3. Où nous situons-nous en Belgique ?
- 4. Une alternative: le processus de participation

1. Pourquoi la notion d'intégration est-elle problématique?

- *Un concept chargé et hautement politisé qui s'est répandu dans de nombreux pays*
- *La fiction de l'opposition entre des groupes homogènes (majorité vs minorités)*
- *Suspicion de non intégration*
- *La normalité: le premier effort doit venir des nouveaux arrivants: poids différentiel (The best Immigrant)*
- *Linéaire et unidirectionnel*
- *Qui décide ce qu'est ou devrait être une bonne intégration ?*
- *Par conséquent: Il est nécessaire de remettre en question, d'un point de vue académique, à la fois les « modèles » et les concepts/catégories utilisés dans ces modèles.*

2. Qu'est-ce qu'un « modèle » d'intégration ?

2.1. Qu'est-ce qu'un modèle ? :

- **Une représentation simplifiée de la réalité**
- **Quelque chose qui est parfait**
- **Quelque chose qui doit être imité, copié, reproduit**

2. Qu'est-ce qu'un « modèle » d'intégration ?

- **Une représentation simplifiée de la réalité : NON**
- **Quelque chose qui est parfait : NON**
- **Quelque chose qui doit être imité, copié, reproduit :**

MATIÈRE À DÉBAT

2. Qu'est-ce qu'un « modèle » d'intégration ?

- **Le syndrome: « mon modèle est le meilleur »**
- **Les « modèles » en tant que constructions normatives, des représentations de la nation idéale**
- **Constructions prescriptives, normatives, plutôt qu'outils descriptifs et analytiques**
- **Par conséquent, Il est nécessaire de remettre en question, d'un point de vue académique, à la fois les « modèles » et les concepts/catégories utilisés dans ces modèles.**
- **Et de proposer une alternative**

3. Où nous situons-nous en Belgique ?

3 types de « modèles » (idéal-typiques) sur le continent européen :

- **Assimilationnistes**
- **Pluralistes**
- **Différenciés**

3. Où nous situons-nous en Belgique ?

« Modèles » d'inspiration **assimilationniste**:

- Les individus et l'État
- Les migrants abandonnent leur héritage culturel
- Accès parfois relativement facile à la citoyenneté
- Mêmes droits et devoirs pour tous (sur papier)
- Accent mis sur la langue nationale
- L'ethnicité et la race ne sont pas prises en compte dans les politiques publiques (en théorie)
- Faible reconnaissance des revendications culturelles

3. Où nous situons-nous en Belgique ?

« Modèles » d'inspiration **pluraliste**:

- Reconnaissance publique de la diversité culturelle
- Promotion de la diversité culturelle : auto-organisation ou politiques publiques
- Accès à la citoyenneté parfois assez restreint
- Politiques spécifiques pour les minorités
- Lois et politiques anti-discrimination strictes

3. Où nous situons-nous en Belgique ?

« Modèles » **différenciés**:

- Certaines minorités sont reconnues et acceptés, d'autres non
- Lois très restrictives en matière de citoyenneté
- Le niveau d'intégration et les sphères où elle est prévue sont strictement contrôlés par l'État : par exemple, obligatoire dans le domaine professionnel, MAIS interdit dans le domaine culturel.

3. Où nous situons-nous en Belgique ?

- Après la seconde guerre mondiale: un modèle **différencié**
- Progressivement: une Belgique francophone plus **assimilationniste** et une Flandre plus **pluraliste** avec un carrefour bruxellois
- Plus récemment, une **convergence entre le nord et le sud** du pays vers un cocktail assimilationniste – différencié dans le cadre d'une politique d'immigration hyper restrictive et d'une remise en cause de la diversité
- Bruxelles reste un cas particulier

4. Une alternative: le processus de participation des immigrants

- **Une participation équitable** aux sphères sociale, économique, culturelle et politique des sociétés d'accueil : les immigrants auraient des modes de participation similaires à ceux des citoyens non immigrants.
- Concrètement, cela signifie par exemple une participation similaire au marché du travail (dimension économique), des modes de participation électorale similaires (dimension politique), une structure similaire des attitudes à l'égard des valeurs démocratiques fondamentales (dimension culturelle) et un accès similaire aux biens sociaux (dimension sociale).

4. Une alternative: le processus de participation des immigrés

- 1. Dans toute société d'immigration, les personnes migrantes et leurs descendants participent toujours, dans une certaine mesure, à la vie sociale, économique, culturelle et politique. Différence entre adaptation et participation.
- 2. Le processus de participation ne se déroule pas à la même vitesse dans les domaines culturel, politique, social et économique.
- 3. Le statut juridique des personnes migrantes a un impact important sur le processus de participation.

4. Une alternative: le processus de participation des immigrés

- 4. Les discriminations qu'elles subissent ont un impact crucial sur le processus de participation
- 5. Le rôle de la culture, de l'ethnicité, de la race et de la religion dans le processus de participation n'est pas à négliger.
- 6. Le processus de participation se développe d'abord empiriquement au niveau local et varie donc d'une région à l'autre.

Conclusion

- **À contre courant**
- **Les gouvernements en place ne sont pas très réceptifs :**
 - **Retour de la doctrine de l'immigration – zéro**
 - **Percée de la logique de la déportation**
 - **Banalisation du racisme structurel et systémique**
 - **Forteresse Europe**
 - **Comment changer de logiciel ?**

L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS



Hassan Bousetta

Hassan Bousetta est Docteur en Sciences Politiques et sociales, chercheur au FNRS (Fonds National pour la Recherche Scientifique) et Professeur associé à l'Université de Liège (Belgique).



En collaboration avec



Avec le soutien de



Cofinancé par
l'Union européenne



- +
- • Au-delà de l'intégration:
comment refonder des
pratiques et dispositifs
opérants à partir d'un
concept épuisé?

Définir l'intégration ?

L'intégration est paradoxalement l'une des notions les plus discutées et les moins précises du débat sur la présence des populations issues des migrations au sein de nos sociétés. Ce n'est pas tant qu'il n'existe pas de définition précise du concept mais qu'il en existe une profusion. Cette multiplicité des perspectives rend illusoire tout consensus sur une seule définition de l'intégration.



Concept qui impose, plutôt que de s'enfermer dans un débat terminologique sans fin, d'en analyser les présupposés


Pourquoi un concept épuisé ?

- Débat dépassé dans les faits
 - Ressortissants des anciennes colonies belges et nouvelles générations ne se sentent pas concernés. Question du récit national.
 - Nouvelles approches: diversité, colonialité, décolonialisme, postcolonialisme
 - Nouvelles réalités transnationales
 - Peu de nouveautés théoriques associées au concept. La question centrale reste: que doit problématiser l'intégration : le rôle de l'individu ou celui de la société, l'agency/agentivité ou la structure ?

Pourquoi un concept épuisé ?

Est-ce que tout n'a pas déjà été dit?

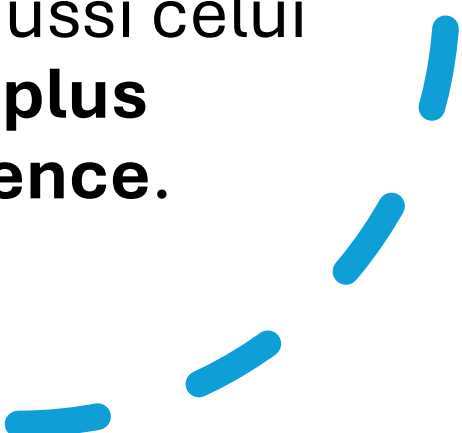
Est-ce qu'il y a encore un intérêt à étudier la notion de l'intégration à un haut niveau de généralité?

A large orange circle on the left side of the slide, containing the text 'Non d'un point de vue heuristique, mais....'.

Non d'un
point de vue
heuristique,
mais....

La notion reste omniprésente dans le débat public sur la place des personnes et des groupes qu'on associe à l'immigration, de manière réelle ou supposée.

Et parce qu'il continue à s'imposer comme l'un des concepts de sens commun les plus évidents pour qualifier et évaluer la place des immigrés dans la société, le concept d'intégration est probablement aussi celui qui **mérite qu'on questionne le plus frontalement son statut d'évidence.**

A series of blue dashed lines in the bottom right corner, forming a curved shape.

Non d'un point de vue heuristique, mais....

L'intégration a cette particularité d'être à la fois une catégorie à prétention analytique, une catégorie de sens commun et une catégorie inscrite au cœur d'une activité institutionnelle intense. En témoigne la multiplicité des dispositifs de politiques publiques à tous les niveaux de pouvoir:

- Union Européenne (2005): *cadre commun pour l'intégration des ressortissants des pays tiers*
- Belgique (Art 9 de la loi de de 2012 sur la nationalité): « *preuve d'intégration sociale* » notamment « *en ayant suivi un cours d'intégration délivré par l'autorité compétente* »
- Région wallonne (Décret du 4 juillet 1996) relatif à *l'intégration* des personnes étrangères ou d'origine étrangère

Si l'intégration résiste comme discours public et comme catégorie bureaucratique, c'est qu'elle continue à façonner le réel et qu'elle contribue à produire des effets sur les publics visés.

Points d'attention !

- Penser l'intégration comme une évidence consiste le plus souvent à penser l'intégration sur un **mode imposé** (succès, mérite, déficit, échec, effort).
- Penser l'intégration sur un mode imposé, c'est s'exposer à de nombreux **impensés**.
- Penser l'intégration comme une évidence, c'est s'empêcher de penser ce pensent les immigrés, c'est confondre la logique sociale dominante, d'une part, la logique administrative, d'autre part et la logique de l'immigré ou du nouvel arrivant.

De quoi parle-t-on si on ne peut définir de manière univoque ?

Si l'intégration est difficile à définir de manière consensuelle, à quoi renvoient les discours et les pratiques qu'elle désigne ? Quand un discours et des dispositifs ne font pas ce qu'ils disent qu'ils font, c'est qu'il fait autre chose.

Renvoient à des réalités contradictoires.

Dans le meilleur des cas à des pratiques bienveillantes d'accueil, de capacitation ou d'harmonisation culturelle.

Dans beaucoup d'autres cas, à une démarche et des représentations associées au contrôle, à la normalisation et à la reproduction de la domination. L'extension du domaine des discours et des pratiques de l'intégration construit et reproduit une problématisation de l'altérité, qui va de pair avec une inégalité dans la répartition du pouvoir.

Le discours de l'intégration n'entrevoit que rarement le privilège de position qui s'exerce au bénéfice des groupes dont l'intégration n'est pas questionnée.

De quoi parle-t-on si on ne peut définir de manière univoque ?

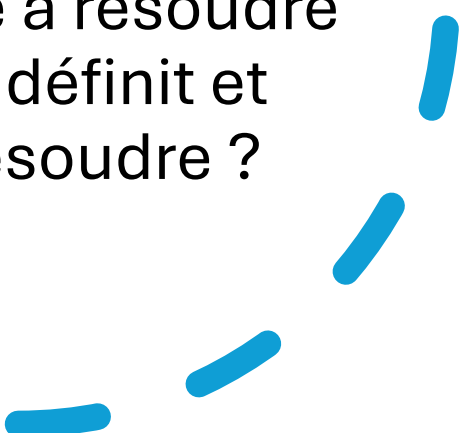
L'intégration partage ces ambiguïtés avec d'autres concepts en sciences sociales: radicalisation, race, etc.

Quand on se situe dans une démarche bienveillante vis-à-vis des publics, tout au mieux, peut-on s'efforcer de produire des conventions de langage qui permettent de tenter de neutraliser les effets d'assignation et de disqualification qu'elle exerce sur les publics qu'elle cible.



Plus
fondamentalement ?

L'observation de la situation de la Belgique dans la longue durée ne doit-elle pas nous amener à formuler l'hypothèse pessimiste suivant laquelle les discours et les dispositifs qui se donnent pour objectif l'intégration s'amplifient à mesure que s'affaiblit la capacité de l'Etat et de notre société à offrir aux immigrés et à leurs descendants des dispositifs de mobilité sociale ascendante. Dans une large mesure, la puissance publique ne se trouve-t-elle pas impuissante à résoudre le problème de l'intégration qu'elle définit et qu'elle se donne pour objectif de résoudre ?



Contexte théorique

Histoire de la problématique et histoire de la prolématization: entre volonté individuelle et contrainte des contextes de réception

L'intégration dans la sociologie classique: Durkheim

Pour Durkheim: « *le processus par lequel une société parvient à s'attacher les individus, les constituant en membres solidaires d'une collectivité unifiée. L'intégration se définit donc par un état de forte dépendance entre des éléments ou des individus. Les membres du groupe sont en interaction les uns avec les autres et se sentent voués à des buts communs* »

Contexte théorique

- Autres formulations de l'intégration dans une perspective fidèle à la théorie classique

- Dominique Schnapper

Distingue intégration tropique (insertion du groupe dans un système plus large) et intégration systémique (degré de cohésion du système social). Plus l'une est élevée, plus elle facilite l'autre. La crise de l'intégration renvoie à la crise des institutions centrales: citoyenneté, travail, Etat Providence.

- Abdelmalek Sayad

Intégration sociétale pré-condition de l'intégration individuelle. Intégration individuelle n'est pas seulement affaire de volonté personnelle: elle ne dépend pas objectivement de la volonté des agents. Elle est effet secondaire

Importance des contraintes des contextes de réception

Contexte historique

- 1965: CCI
- 1994: De Zwaan, Entzinger
- 1996: Wallonie – CRI
- 2014: Parcours d'intégration
- 2019: Evaluation

4 questions de recherche évaluatives

- ▶ La mise en œuvre du PI (en ce compris le dispositif ISP) contribue-t-elle à l'intégration des primo- arrivant.e.s telle que définie dans le décret (qui comprend la participation économique) ?
- ▶ Les actions mises en œuvre par les autorités répondent-elles aux besoins exprimés par les primo- arrivant.e.s ?
- ▶ Les actions des différentes autorités politico-administratives s'articulent-elles de façon **cohérente** et lisible pour le public ciblé par ces actions afin de fluidifier leur parcours ?
- ▶ L'offre de services dans le cadre du PI est-elle harmonisée sur l'ensemble du territoire ?

Résultats

- ▶ Les différents modules du PI (citoyenneté, langue, ISP) répondent à des besoins réels.

MAIS

- ▶ La fin du PI ne correspond pas à la fin du processus d'intégration et n'amène pas nécessairement à un changement de statut (social ou professionnel).

Résultats

- ▶ Les dispositifs s'appuient sur un ensemble d'opérateurs aux pratiques hétérogènes, ce qui complexifie les collaborations, impactant ainsi les primo-arrivant.e.s.
- ▶ La disponibilité ou la compréhension des informations relatives au parcours, l'articulation entre les différentes formations et l'influence de facteurs externes réduisent la cohérence et la lisibilité des dispositifs évalués pour le public ciblé.

Résultats

- ▶ Ce qui entrave l'obtention des résultats envisagés :
 - l'insuffisance des services d'interprétariat,
 - la mise à mal de la motivation individuelle par le stress dû aux menaces de sanctions,
 - les contraintes au niveau des frais,
 - le manque de cohérence entre les formations proposées/disponibles et les besoins,

Résultats

- ▶ La lutte contre la discrimination, l'accessibilité au marché du travail et le capital social et culturel sont des éléments fortement contributifs à l'intégration des primo-arrivant.e.s, bien qu'insuffisamment pris en compte.

Appréhender les initiatives d'insertion socio-professionnelle du point de vue des PA

1. L'accessibilité de l'insertion socio-professionnelle vue par les primo-arrivants;
2. La motivation des PA
3. Le contenu du PI
4. Les manques structurels;
5. Les “hypothèses alternatives” menant à l'intégration au-delà de la mesure politique.

1. L'accessibilité de l'ISP vue par les primo-arrivants

- ▶ Insuffisance de l'offre
- ▶ Reconnaissance des diplômes, du permis de conduire et des acquis de l'expérience professionnelle
- ▶ En revanche, stage et parrainage sont évalués positivement

« [...] une certaine résistance de la part de professionnels de l'ISP par exemple à reconnaître qu'un ingénieur syrien ou mauritanien ayant travaillé dans une entreprise internationale dans son pays, avec l'Anglais comme langue professionnelle, pourrait avoir une chance de recrutement dans le même domaine (entreprise internationale, langue de travail Anglais) ici en Belgique. » (enquête en ligne)

2. La motivation des PA

- ▶ Motivation élevée, mais...
- ▶ Dépendance au revenu min.
- ▶ Coût des formations

« [...] aller faire une formation qui va vraiment durer pendant longtemps, dans ma situation, est-ce que c'est une bonne idée ? [...] j'aimerais bien travailler pour m'en sortir de cette situation, parce que là, le problème est que je n'arrive même pas à finir le mois. » (entretien bénéficiaire).

« Qu'est-ce que je fais ici puisque je connais tout ça ? [...] j'ai senti que je devais être dans un niveau supérieur, pas là. Mais ça c'était le prix pour commencer à apprendre le Français ».

« étant donné que l'autre coin est un peu isolé pour les transports en commun et qu'il avait pas de voiture et tout donc c'était un peu délicat. Ici les cours aussi... en tout cas en terme de l'offre c'est très limité ».

« Je suis allé partout, au Forem, aux organisations où on peut apprendre la langue et tout ça, et ils ont tous dit non pour l'instant, il y avait tout le temps, il n'y avait pas de suite en fait. [...] C'est une catastrophe pour moi, attendre, attendre, attendre, moi maintenant je suis déprimé. [...] tout est changé, j'ai perdu mon pays et en même temps mon travail, ma spécialité ».

« [...] dans les cours il y a beaucoup de théorie mais il n'y a pas la communication »

3. Le contenu du PI

- ▶ Les compétences des individus ne sont pas toujours objectivables dans le cadre du bilan social et professionnel prévu par le PI

4. Les manques structurels

- ▶ L'offre en cours de langue n'est pas adaptée à tous les niveaux;
- ▶ Les conditions d'accès pour les primo-arrivant.e.s ne sont pas toutes réalisées;
- ▶ La situation de l'individu n'est pas prise en compte dans sa globalité;
- ▶ Les opportunités d'échange et participation sont insuffisantes.

5. Les hypothèses alternatives:

- ▶ Lutte contre la discrimination
- ▶ Favorisation de l'accessibilité du marché de l'emploi
- ▶ Valorisation du capital social et culturel

Les initiatives de parrainage interviennent:

3. En tant qu'outils autres que la mesure politique, menant à l'intégration (alternative):

- a. contre la discrimination
- b. dans le domaine du travail
- c. comme capital social et culturel

« [Trouver un « patron » n'est pas facile] pour une personne qui est réfugié, pour une personne qui ne parle pas bien le français [...], c'est difficile. [...] depuis combien de temps vous êtes en Belgique, tout ça les questions ».

« [...] on nous a appris comment nous y prendre pour chercher par exemple un logement, mais la situation est telle que vous cherchez un logement ici, c'est difficile pour l'avoir [...]. [...] j'ai eu l'information mais au niveau pratique c'est difficile, il y a même des associations qui nous aidaient à chercher des logements mais ils cherchent longtemps des logements, quand il y a un problème dans la société, tu le vis comme tel, tu ne peux pas changer. »

- ▶ Travail sur la société d'accueil;
- ▶ Améliorer la cohérence du dispositif;
- ▶ Améliorer la mise en oeuvre du dispositif.



Appel à projet promotion citoyenneté et
interculturalité FVB 2018

L'intégration: entre volonté individuelle et contrainte des contextes de réception

Intégrez-vous !

Intégrez-vous ?



Merci pour votre attention !

Q & R



L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS



Valéria Lucera

Valeria Lucera est coordinatrice des missions de recherche, d'évaluation et d'accompagnement pour la politique de cohésion sociale (COCOF) et pour la politique d'accueil en Région de Bruxelles-Capitale (Vivalis) pour le Centre bruxellois d'action interculturelle (CBAI).

Le parcours d'accueil : l'impact pour les personnes primo-arrivantes et une mise en perspective depuis l'obligation de suivi

- *Intégration en questions* -

Charleroi, 16 décembre 2025



Présentation

Exposé en trois parties:

1. Etudes d'impact auprès des bénéficiaires;
2. Etude de 2024 sur les effets des reformes législatives : obligation de suivi et élargissement du parcours aux personnes étrangères;
3. Conclusions et enjeux.

Le parcours d'accueil en Région de Bruxelles-Capitale – législation et acteurs du dispositif

- Ex politique COCOF qui passe sous l'égide de la **COCOM** (Ordonnance du 20 juillet 2023 et arrêté d'exécution du 18 janvier 2024).
- Obligation de suivi depuis le 1^{er} juin 2022 et élargissement aux personnes étrangères qui souhaitent demander la nationalité. Le parcours constitue une preuve d'**intégration sociale** (code nationalité 2021).
- Acteurs du dispositif : les **Bureaux d'accueil pour primo-arrivants** (BAPAs) ET en parallèle **BON** de l'Agentschap Integratie en Inburgering (AII).
- Accord de coopération entre la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Communauté flamande (lien avec les art. 5 et 6 de l'ordonnance).

1^{ère} PARTIE :

Études d'impact auprès des bénéficiaires

Études d'impact auprès des bénéficiaires

Cadre de la recherche en deux volets

Une étude quantitative en 2021 : enquête par questionnaire standardisé (500 ex-bénéficiaires)

Quel est l'impact du parcours dans l'installation des personnes primo-arrivantes ? (efficacité et impact);

Quels sont les facteurs favorisant ou fragilisant l'installation des personnes primo-arrivantes ? (pertinence);

Les personnes ayant suivi le parcours sont-elles satisfaites de la politique qui leur est adressée (pertinence, utilité et efficacité) ?

-> Analyse : descriptive et explicative par thématiques (qualité de vie, emploi, langue,...) au regard des objectifs du législateur

Une étude qualitative en 2022 : 24 entretiens semi-directifs avec des bénéficiaires

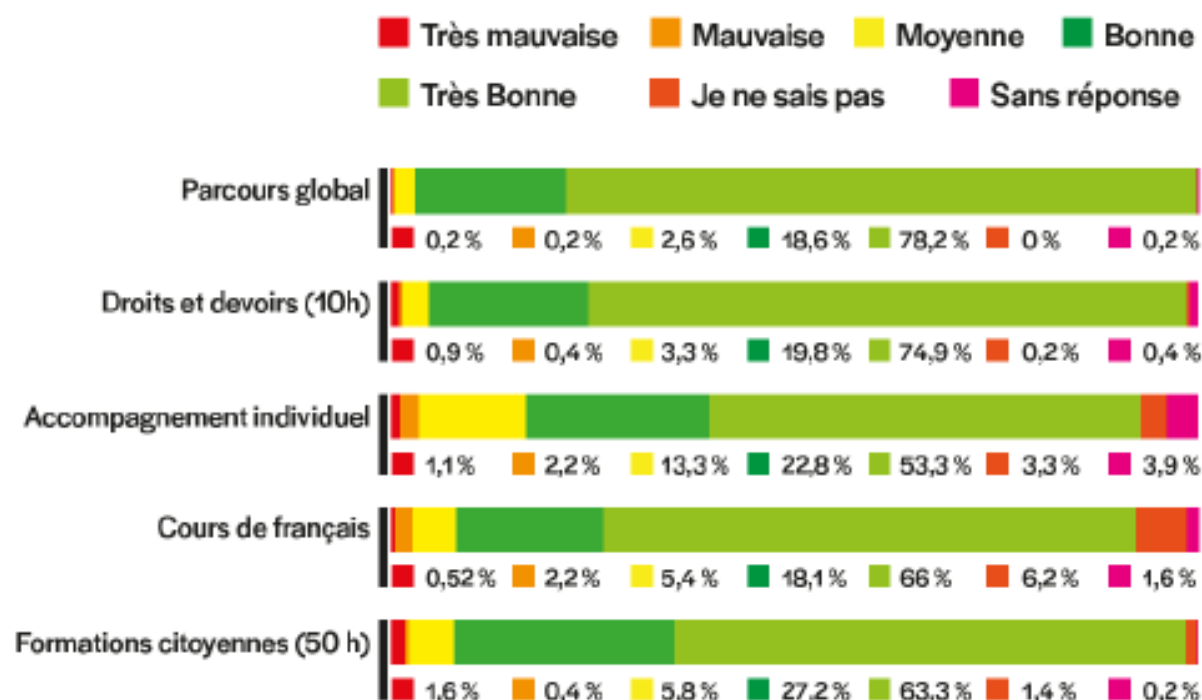
Comment le parcours d'accueil s'articule-t-il dans l'installation des personnes primo-arrivantes ?

Comment les personnes primo-arrivantes définissent-elles les objectifs de leur installation ? Qu'est ce qui compte pour elles ?

La satisfaction du parcours

- ❖ **Qualité** : 97% des ex-bénéficiaires trouvent le parcours de « bonne » ou « très bonne » qualité
- ❖ **Utilité** : 84% des ex-bénéficiaires trouvent le parcours « très » ou « extrêmement » utile
- ❖ **Recommandation** :
 - 69% des ex-bénéficiaires l'ont déjà recommandé ;
 - et 28% seraient prêt à le recommander.

Figure 5 - Répartition selon l'évaluation de la qualité des composantes du parcours d'accueil

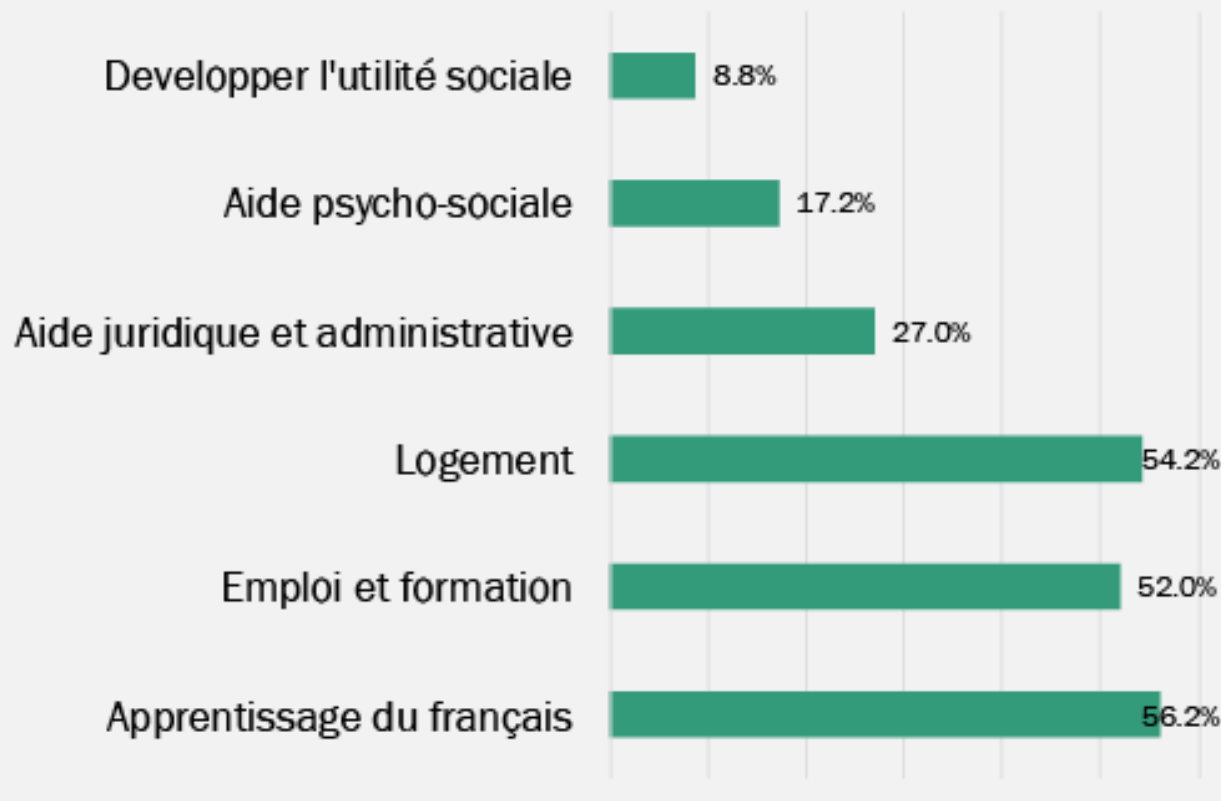


La satisfaction de l'offre

Des limites et des domaines d'amélioration

- ❖ **Accompagnement social** et **formations linguistiques** perçus comme **limités** dans leur portée et leur durée.
- ❖ Des aspects à améliorer en priorité :
 - ❖ l'accès à l'emploi et la formation
 - ❖ le logement
 - ❖ l'apprentissage du français (50% des personnes interrogées continuent une formation linguistique après le parcours).

Ce qui pourrait être amélioré dans l'accueil selon les personnes primo-arrivantes.



Études d'impact auprès des bénéficiaires

Impact du parcours d'accueil et de ses composantes

IMPACT POSITIF

- Qualité de vie : accès aux soins de santé et aux services ;
- Aide dans les demandes de nationalité ;
- Maîtrise du français.

PAS D'IMPACT IDENTIFIÉ

- Accès à l'emploi ;
- Conditions de logement ;
- Situation financière.

Études d'impact auprès des bénéficiaires

Les facteurs favorisant l'installation

Maitrise du français	Support de l'entourage	Niveau de diplôme	Nationalité belge
<ul style="list-style-type: none">▪ Accès à l'emploi▪ Obtention de la nationalité	<ul style="list-style-type: none">▪ Moyens financiers▪ Conditions de logement	<ul style="list-style-type: none">▪ Accès à l'emploi▪ Conditions de logement▪ Apprentissage du français	<ul style="list-style-type: none">▪ Accès à l'emploi

Maitrise du français:

amélioration: 56% des personnes interrogées;

aucune maitrise: 18% → 2%;

maitrise suffisante: 52% → 70%.

Études d'impact auprès des bénéficiaires: les limites de l'accès à l'emploi

- Le taux d'emploi de la population d'enquête :
 - nettement inférieur au taux global en RBC (36% contre 62%) mais identique à celui de l'ensemble des étrangers hors UE à Bruxelles ;
 - inégale selon le **genre** : s'élève à 48% pour les hommes et à 23% pour les femmes.
 - CDD : 47% des salariés (contre 14% en RBC).
 - maîtrise de la langue: 5 fois plus de chance.
- Emploi : facteurs cumulatifs d'inaccessibilité, dévaluation des compétences (langue; équivalence des diplômes; discriminations), qui provoquent un **découragement**.
- ISP :
 - une remise en cause du paradigme séquentiel « Langue – Formations – Travail ».
 - un caractère désincarné des formations linguistiques
 - un effet « verrou » des formations qualifiantes (tests d'accès) et des certificats à la profession.
- Pour les femmes une « *charge d'installation* » plus importante -> agentivité des récits met en question la vision statistique des chiffres.

Études d'impact auprès des bénéficiaires: les limites de l'accès au logement

Une *méta-difficulté* dans les carrières d'installation :

- 87% de locataires (RBC: 62%)
 - 28% dans une situation de logement perçue comme inadaptée, voire critique.
- Une distance sociale à l'offre;
 - Des discriminations raciales et économiques;
 - Une grande mobilité résidentielle;
 - Un facteur d'instabilité pour le suivi du parcours et pour l'insertion;
 - Imbrication de la stabilisation travail-logement.

Études d'impact auprès des bénéficiaires

Un parcours utile et qui produit des effets ...

- Qui satisfait les bénéficiaires tant pour sa **qualité** que pour son **utilité** ;
- Qui contribue à rendre la **société d'accueil** un peu plus « praticable » et **plus compréhensible**, qui peut tempérer l'effet *d'encapsulation* ;
- Qui fournit des **informations fiables**: « *Ça permet d'apprendre tout en un coup, et de ne pas apprendre échec après échec, on gagne du temps.* » Amadou, réfugié sénégalais, 2022.
- Qui fournit des **ressources** pour mieux **faire valoir ses droits** ;
- Qui **tempère certains effets du genre** dans les carrières d'installation.

Études d'impact auprès des bénéficiaires

... mais limité dans son impact

■ Deux pistes d'explication:

- Les objectifs et les actions prévues par la législation sont **inadaptés** aux réalités d'installation et **insuffisants** (problème de pertinence et de cohérence interne).
- L'impact du parcours est **limité par des facteurs extérieurs** à la politique (problème de cohérence externe) :
 - les politiques migratoires
 - les exclusions systémiques
 - l'état du marché du logement à Bruxelles
 - le manque de prise en compte des difficultés spécifiques des personnes migrantes dans d'autres politiques publiques;
 - le cloisonnement des politiques publiques.

2^{ème} PARTIE :

L'obligation de suivi et l'élargissement du parcours aux PE :
analyse d'une transition

L'obligation de suivi et l'élargissement du parcours aux PE : analyse d'une transition

Cadre et questions de recherche

Comment ces changements législatifs ont-ils modifié – facilité et/ou compliqué – le suivi du parcours d'accueil pour les bénéficiaires ?

Comment ces changements législatifs ont-ils modifié – facilité et/ou compliqué – le fonctionnement des BAPAs et les pratiques de ses travailleur·ses ?

-> combinaison des méthodes qualitatives (entretiens et FG) et quantitatives (analyse de la base de données).

Les effets des reformes législatives en 2024

Caractéristiques du public prioritaire

- Une **diversification des origines** ;
- Une **concentration des motifs de séjour du public prioritaire** ;
 - 83% des bénéficiaires accèdent au territoire par regroupement familial ou par reconnaissance du statut de réfugié ;
- Une **forte augmentation de la représentation des personnes sans revenus** ;
 - Concerne la moitié du public obligé
- Une **augmentation du niveau de diplôme par rapport au public avant obligation** ;
 - 62% ont au moins obtenu le CESS. Dans le même temps, les bénéficiaires « infra-diplômé-es » passent de 50% à 40%. Cela suggère que l'obligation a contribué à amener des profils plus qualifiés, qui n'étaient pas forcément attirés par l'offre auparavant.
- Une **présence importante des femmes en regroupement familial** ;
 - comptent aujourd'hui pour 45% du public prioritaire (+6pp pour les hommes en RF), +20pp au total;
- L'obligation comme levier d'accès aux droits: le cas de « **rétenion d'information** » :
 - « Je constate qu'avec l'obligation, on a pu atteindre des personnes qui étaient hors de notre portée avant. Et donc, moi, j'ai eu à plusieurs reprises des femmes qui m'ont dit : "sans l'obligation, je n'aurais jamais pu sortir de chez moi et venir participer à ces cours". Il y en a une qui m'a clairement dit que l'obligation lui avait sauvé la vie. » (Formatrice FOCl, focus group, 2024)

Les effets des reformes législatives en 2024

Une reconfiguration des enjeux d'accessibilité

Public prioritaire

- Une transposition des facteurs de non-recours en *difficultés dans le suivi* du parcours d'accueil
- L'obligation se heurte aux obligations professionnelles, familiales et de santé
- Des conditions précaires de suivi : grossesse «à terme », sans prévenir l'employeur, sans domicile, en perdant des revenus (congrés), avec des troubles mentaux, etc.

→ Enjeu :

Immédiateté/contrainte du recours

vs.

agencement

Public non-prioritaire

- « Causes » et victimes de la saturation
- Exclusion temporaire : une non-réception à l'offre
 - Taux d'exclusion de 26% (801 en liste d'attente au 16 mai 2024, dont 61% PA ayant droit)
- Divers besoins urgents administratifs et sociaux.

→ Enjeu :

non accès et exclusion de ce public du dispositif.

Les effets des reformes législatives en 2024

Des pratiques professionnelles en tension

« D'accompagnateur social à logisticien des parcours contraints »

■ Effets sur les pratiques professionnelles des assistants-es sociaux-ales :

- Un accroissement de la charge de travail et une inflation « administrative »
- Une fatigue et une perte de sens :
 - diminution du temps effectivement consacré à l'accompagnement (réactivité, priorisation, oublis, etc.);
 - faire face à la pression et aux mécontentements des bénéficiaires
 - pour les formations linguistiques et les FOCl: un public captif, « *impulser* la motivation ».

■ Effets sur le dispositif :

- Une perte de proximité des bénéficiaires : une orientation externe et interne plus systématique
- Une offre moins « individualisée » et « holistique » : quid de « l'effet catalyseur » de l'accompagnement social ? (*le cas des violences intrafamiliales*)

Les effets des reformes législatives en 2024 - conclusions

- Enjeux d'**accessibilité** : difficultés de suivi (prioritaires) et exclusion temporaire (non-prioritaires)
- Enjeux de **proximité** : la qualité de l'accompagnement social en péril?
 - ➔ Chute du temps effectif consacré à l'accompagnement social (orientation interne et externe)
 - ➔ Une perte du caractère « individualisé » et « holistique » de l'offre ?
- Enjeux de **cohérence interne** : interactions des agents et intégration des composantes de l'offre
- Enjeux d'**image** : une « formalité administrative » au sein de la carrière d'installation des PAs ?
 - ➔ Transformer une motivation extrinsèque en une motivation intrinsèque ?

Conclusion et enjeux à venir

Quelle(s) reconfigurations des enjeux d'insertion (conditionnalité des droits et exclusions)?

Quelle(s) reconfiguration(s) des opportunités et des contraintes des personnes migrantes? Quelles reconfigurations des recompositions identitaires dans le pays d'accueil?

Quelle(s) reconfiguration(s) des pratiques professionnelles et de la nature du dispositif ?

D'un parcours informatif à un parcours normatif avec une *intégration par le haut* (la « réussite » du parcours par un test)?

Bibliographie

- Décembre 2021, « L'impact du parcours d'accueil dans l'installation des personnes migrantes à Bruxelles », CBAI.
- Décembre 2022, « Les récits de vie du public du parcours d'accueil », CBAI.
- Septembre 2022, « *Réflexions sur la politique d'accueil des primo-arrivants à Bruxelles. Actes de la journée d'études du 17 mai 2022* », CBAI.
- Décembre 2023, « *L'orientation en question. La place du parcours d'accueil dans l'action publique en Région de Bruxelles-Capitale* », CBAI.
- Décembre 2024 « *L'obligation dans un contexte d'élargissement du public du parcours d'accueil. Analyse d'une transition* », CBAI.

Merci!

L'équipe:

- Coordination: Valeria Lucera valeria.lucera@cbai.be
- Chargée de missions : Blanca Pérez blanca.perez@cbai.be
- Chargé de missions: François Rinschbergh francois.rinschbergh@cbai.be

L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS



Louise Hantson

Louise Hantson est chercheuse doctorante au Migration, Diversity and Justice Research Centre à la Vrije Universiteit Brussel (VUB).

LES VILLES ET LEURS MIGRANTS:

PERSPECTIVES LOCALES POUR REPENSER LES POLITIQUES D'INTÉGRATION EN FLANDRE

Louise Hantson, doctorante en sciences politiques

Louise.hantson@vub.be



PARTIE 1

La ville au sein de la politique d'intégration en Flandre

Évolution des politiques d'intégration en Flandre (1990–2025)

1. Du multiculturalisme à l'assimilation

- Passage progressif vers un modèle d'intégration axé sur les normes et valeurs flamandes
 - 2003 : Parcours d'intégration obligatoire (*inburgering*).

2. Gouvernentalisatoin du secteur d'intégration

- 2015: intégration du secteur associatif dans l'Agence flamande de l'Intégration (exceptions des villes de Gand et d'Anvers).

3. L'intégration comme instrument réstrictif: Montée de la conditionnalité et logique d'activation

- Décret 2021-2024: **L'intégration comme instrument restrictif.**
 - Conditionnant l'accès à certaines services socieaux et la nationalité.

Les communes peuvent-elles offrir
un contrepoint pour les politiques
toujours plus restrictives en
Flandres ?

LES VILLES COMME COORDINATEURS D'INTÉGRATION

La modification de 2012 du décret flamand sur l'intégration:

- **Attribue aux gouvernements locaux** le rôle de **coordination** en matière d'intégration des immigrants:
- Elle accorde aux autorités locales **“l'autonomie nécessaire pour élaborer leur propre programme d'intégration** des immigrants en fonction des **réalités et besoins locaux”**.

Cette attribution a été suivi par des **financement flamands** en différentes étapes

- À la suite de 2015 – l'arrivée augmenté des réfugiés en Belgique: **2016- : 22.6 M.**
- **Poursuite locale:** après la fin du financement flamand, les communes ont maintenu les initiatives avec leurs propres ressources.

LES VILLES ET LA MIGRATION

DIVERSIFICATION ETHNIQUE EN BELGIQUE

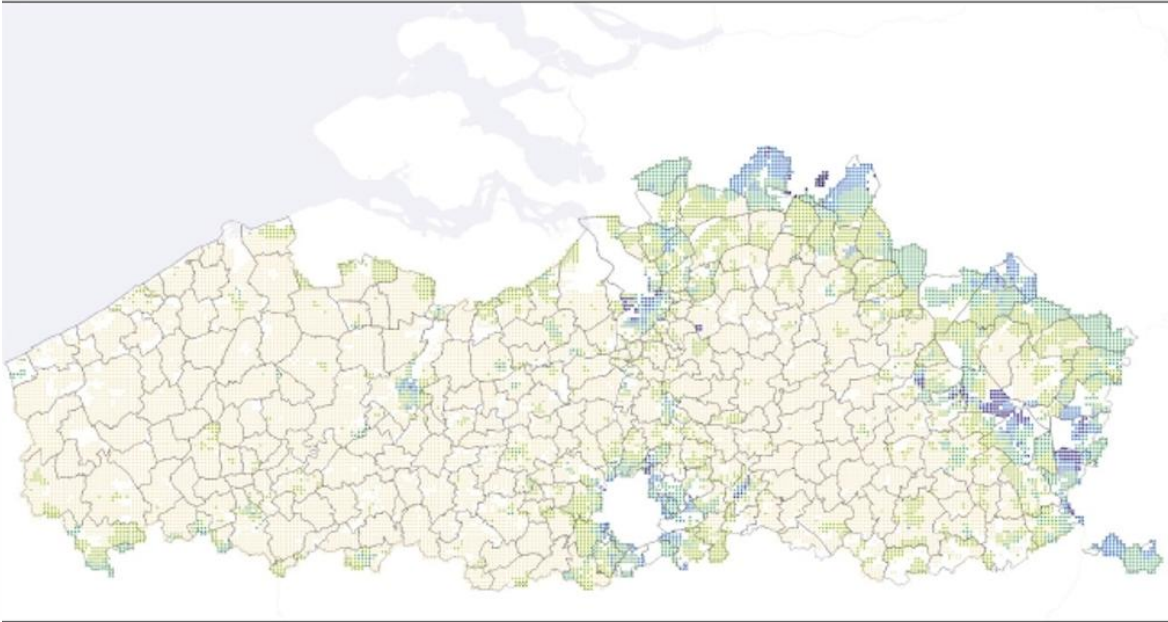
1. Depuis les années 2000, les grandes villes belges évoluent vers des **majority-minority cities** :
 - Les Belges sans origine étrangère représentent désormais moins de la moitié de la population (ex. Anvers, Bruxelles, Gand, Genk).
2. Depuis les années 2010, on a eu une augmentation d'arrives de primo arrivants: cette **diversification** s'étend aussi aux **petites et moyennes villes et zones rurales**.

Facteurs clés :

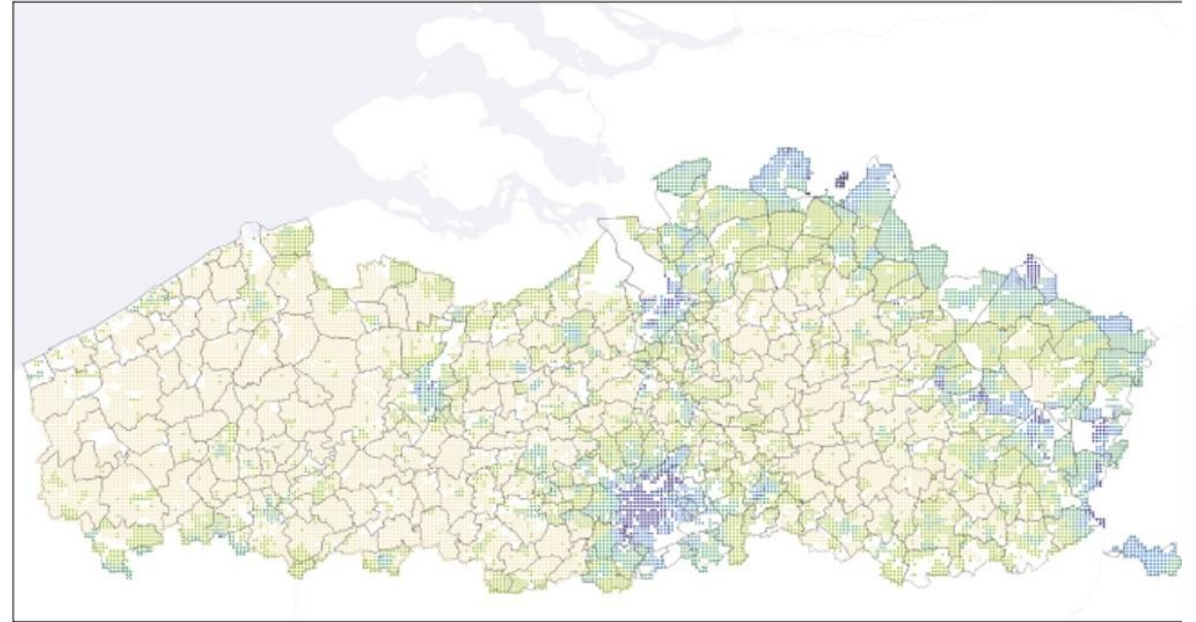
- Opportunités d'emploi et logements plus abordables.
- Mécanismes de dispersion des centres d'accueil des demandeurs d'asile.



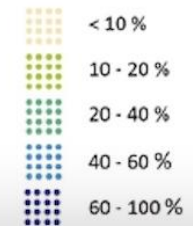
COMMUNES



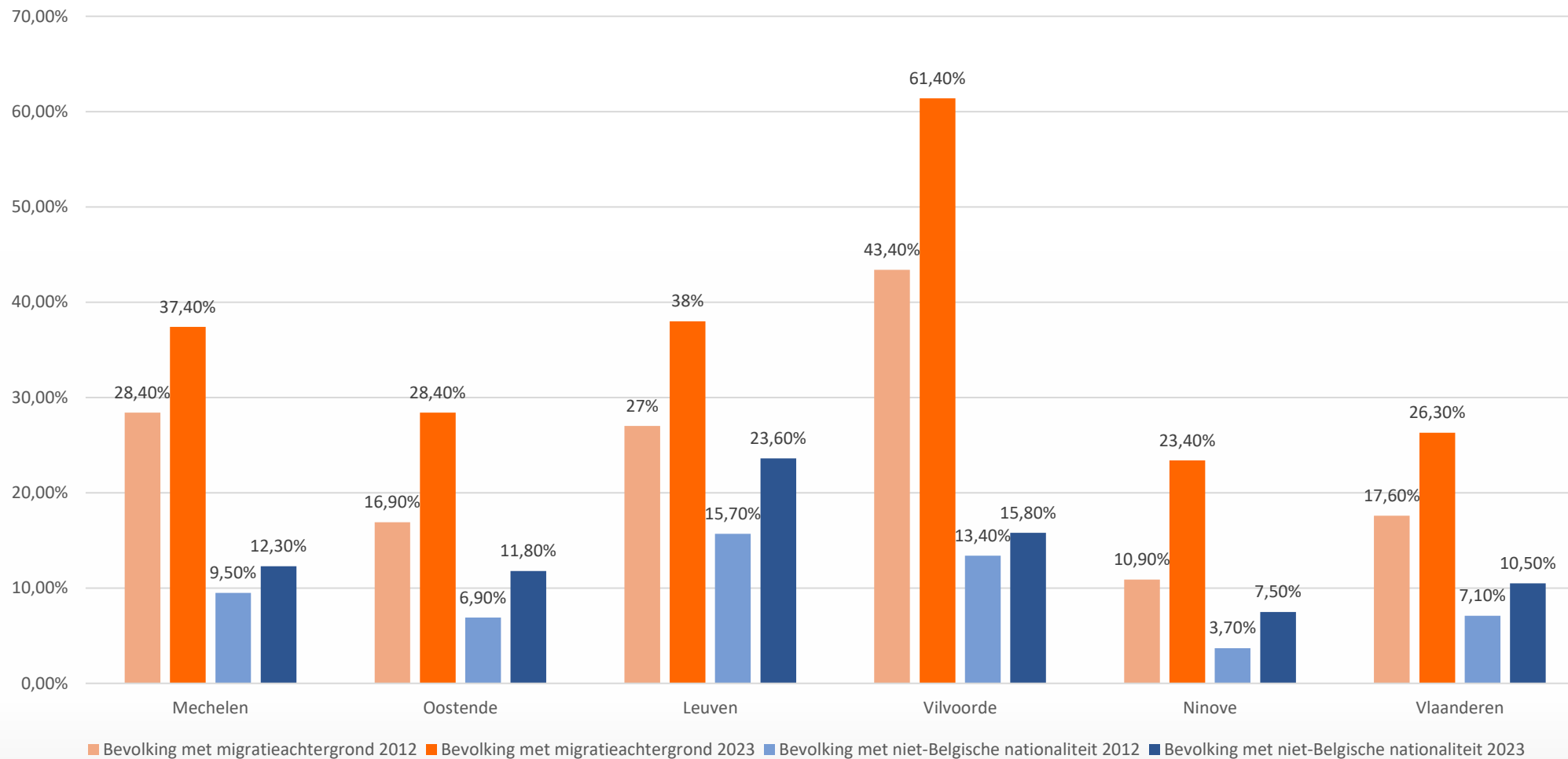
Aandeel inwoners van niet-Belgische herkomst Vlaanderen 2010



Aandeel inwoners van niet-Belgische herkomst Vlaanderen en Brussel 2020



AUGMENTATION DIVERSITÉ DANS DES PETITES VILLES EN FLAN



POLITIQUES LOCALES D'INTÉGRATION

Louvain (2019-2024): approche multiculturaliste:

- **Forte attention au rôle de la société d'accueil et aux politiques anti-discrimination**
- Aide adaptée pour la **scolarisation et l'accès à l'emploi pour les primo-arrivants** – **qui vont avec les aspirations des personnes migrées**
- Project contre la **discrimination** (écoles, logement)
- **2019: Maison de Bienvenue:**
 - **guichet unique centralisant** les services pour primo-arrivants arrivants (CAW/VDAB/AGII, etc.)
 - Travail linguistique de bienvenue & information en Arabe et Néerlandais simple/lent
 - Lieu de rencontre et projets

Ostende (2019-2024): approche assimilationniste:

- Priorité à l'insertion rapide sur le **marché du travail** et à la maîtrise de la langue locale (y compris dialect) – **“la maison économique”**
 - **Peu d'attention aux qualifications, aspirations**
 - **Peu de travail pour surmonter les obstacles structurels** (ex. Discrimination des employeurs, dans le logement etc.)
- **Mise en place d'une politique de cohésion sociale:** et rôle diminué du **conseil des minorités**
- Rôle important de la **société civile divers**: espace de rencontre interculturelle et les rencontres sociales parmi le bénévolat

À **Louvain**, Avec cette approche de la diversité dans l'élaboration des politiques, nous cherchons à **concrétiser le rôle de la société d'accueil et à ne plus nous focaliser uniquement sur la responsabilité des nouveaux arrivants**. Cela contraste fortement avec la situation au sein du gouvernement flamand, qui tend à faire peser de plus en plus cette responsabilité sur les nouveaux arrivants.”

Louvain:
Approche de
diversité: bien-
être et
acceptance
sociétale

À **Ostende**, nous avons particulièrement soigné les **cours de langue, en les adaptant aux besoins spécifiques de chaque emploi et du marché de l'emploi**: leur(les migrants) enseignant le vocabulaire dialectal et local essentiel à leur travail. Ces initiatives, mises en place ces deux dernières années, témoignent de notre volonté de permettre au plus grand nombre de s'épanouir professionnellement.

Ostende:
Autosuffisance
économique

LES VILLES COMME LABORATOIRES DES POLITIQUES D'INTÉGRATION

Ces exemples montrent que le **rôle de coordination d'intégration locale permet aux villes de :**

1. Mener une politique unique et **intégrée à travers différents secteurs**

- Développer **des relations uniques** avec la société civile, les services sociaux et les acteurs locaux face aux défis spécifiques.
- Créer un **effet de levier**, amplifiant l'impact des actions locales sur l'inclusion.

2. Mettre en avant **un caractère innovant** dans les approches et les solutions proposés (les villes comme laboratoires en termes de conception)

- Projet de parrainage (*buddies*) né à Louvain.



VILLES DE PAYS DE LA DENDRE

- Région désindustrialisée- **difficultés économiques et sociales persistantes.**
- **Forte opposition à l'augmentation de la migration :**
 - Alost, Ninove : Large soutien à **l'extrême droite.**
 - Mise en place de **politiques locales d'intégration très restrictives :**
 - **Importance centrale accordée au Néerlandais :** Politiques linguistiques strictes (volonté de préserver la langue flamande).



DIFFÉRENCE : PETITES-GRANDES VILLES EN TERMES DE POSSIBILITÉS DANS LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE D'INTÉGRATION/DIVERSITÉ

Différence principale entre les communes = CAPACITÉ: moins de personnel, moins de moyens, parfois aussi un tissu associatif (divers) plus réduit et moins d'expertise.

Mais: toutes les communes n'ont pas la même réalité. **Différences entre communes:**

- Communes plus riches (comme Louvain) & présence de migrations plus hautement qualifiées.
- Communes avec une **histoire migratoire plus ancienne** (Vilvoorde, communes de Limbourg): tissu associatif et organisations de migrants plus développés.
- Communes devenues **très rapidement plus diverses** (comme dans la région de la Dendre): peu d'expérience et peu de tissu associatif.

PARTIE 2

Le Parcours d'intégration

LA RÉALITÉ VS. INTENTIONS POLITIQUES

LES PARCOURS D'INCLUSION

- Comprendre l'effet des politiques publiques parmi les **parcours d'inclusion**".
 - Les trajectoires par lesquelles les familles réfugiées cherchent à accéder **un logement décent, un emploi durable, l'éducation, le bien-être et la vie sociale** (Groninck et al. 2025).
- ➔ Les parcours d'inclusion des primo migrants montrent que les politiques publiques d'intégration **n'atteignent pas toujours leurs objectifs (au contraire).**



LOGEMENT : UNE LACUNE POLITIQUE CRITIQUE

- Les familles réfugiées ne reçoivent **aucun soutien après leur reconnaissance en termes d'accès au logement.**
- B2 en Néerlandais pour pouvoir accéder aux logements sociaux
 - Difficultés énormes pour accéder aux logements.
 - Logement précaire ou dans des zones éloignées sans moyens de transports.

Le manque de logements est lié aux difficultés rencontrées pour trouver un emploi stable, poursuivre sa scolarité et son apprentissage linguistique, et participer à la vie sociale (Groeninck et al. 2025).

Si les familles ne trouvent pas point d'ancrage stable : **étendre le sens de liminalité** (Brun, C., & Fábos, A. (2015)).

LES POLITIQUES D'INSERTION ÉCONOMIQUE

- **Les politiques d'intégration flamandes privilégient l'autonomie financière de primo-arrivants, par exemple impliquent :**
 - Pression à **trouver rapidement un emploi**, combine à des exigences linguistiques strictes sur le marché de travail et discrimination.
 - **L'augmentation de ces barrières linguistiques**, comme annoncé dans l'actuel accord du gouvernement flamand, semble donc aller à l'encontre de l'objectif d'accroître « l'autonomie de chaque primo-arrivant ».
- ➔ Crée un **cercle vicieux de précarité professionnelle & chômage** (Groeninck et al.; 2025: 15).


TRAJECTOIRES D'INTÉGRATION: 1. LE TRAVAIL VOLONTAIRE

1. Le véritable travail d'intégration (logement, accompagnement, orientation administrative) est majoritairement assuré par :

- **Les communautés ethniques / religieuses**
- **Les organisations de migrants**
- **La société civile / les volontaires**



Souvent & de plus en plus de manière volontaire



« J'AI CONTACTÉ DE NOMBREUSES AGENCES IMMOBILIÈRES, MAIS JE RECEVAIS RAREMENT UNE RÉPONSE. C'ÉTAIT SURTOUT LE CAS LORSQUE LES PROPRIÉTAIRES ÉTAIENT BELGES. LA MAISON QUE NOUS AVONS FINALEMENT TROUVÉE APPARTIENT À UN ÉGYPTIEN. MÊME SI ELLE ÉTAIT EN MAUVAIS ÉTAT, NOUS AVONS DÉCIDÉ DE LA LOUER MALGRÉ TOUT. NOUS SAVIONS QUE NOUS NE TROUVERIONS PAS D'AUTRE LOGEMENT, QUE C'ÉTAIT NOTRE SEULE OPPORTUNITÉ. »
(RÉFUGIÉE AFGHANE, 21 ANS)

2. TRAJECTOIRES D'INTÉGRATION : 2 LE TRAVAIL MUNICIPAL :

2. Les parcours d'intégration dependent fortement de **la municipalité d'accueil**: Les cas d'**Ostende vs. Louvain** et **Ninove** montrent que:

- Un Meilleur **accès aux services** (ex.la maison d'accueil).
 - Un accompagnement au **logement**.
 - Un **soutien à l'insertion professionnelle personnalisé**.
 - Des opporutnintés de **network building**.
- ➔ **Facilitent nettement l'inclusion des primo migrants** : et dependent de la **capacité & la volonté** des municipalités d'accueil.

CONCLUSIONS : COMMENT PALLIER CE MANQUE DE CAPACITÉS (ET D'EXPERTISE) DANS LES PETITES VILLES ?

➤ **Formation du personnel & recours au tissu associatif**

- **Collaboration avec la société civile locale & services sociales:** notamment les organisations de migrants et de minorités- les figures “de pont”.
- **Implication d’experts externes** expérimentés de la société civile (dehors de la municipalité).
- **Coopération intercommunale** (notamment le rôle des villes les plus expérimentées, les parrainages et le rôle du VVSG- UVCW en Wallonie).

A photograph of a vast field of golden wheat in the foreground, with a row of houses and a single tree visible in the background under a clear sky. An orange rounded rectangle with a black border is overlaid on the left side of the image.

MERCI!

L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS



Marco Martiniello



Louise Hantson



Hassan Bousetta



Valéria Lucera



En collaboration avec



Avec le soutien de





L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS

Avec Marco Martiniello (CEDEM, ULiège),
Louise Hantson (VUB), Hassan Bousetta (ULiège)
et Valéria Lucera (CBAI)

**16 DÉCEMBRE
2025**



En collaboration avec



Avec le soutien de



Cofinancé par
l'Union européenne



L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS

LES LEVIERS D'INSERTION

TABLE-RONDE 1 : DISPOSITIFS SPÉCIFIQUES

16 DÉCEMBRE
2025

Avec la participation de :

- Karim Achour (CRI Luxembourg)
- Sylvie Kasamba (Service Migrants du FOREM)
- Céline Schiltz (RISOME)
- Farid Nagui (SETIS)
- Vincent Mariscal (Observatoire de l'Intégration)



En collaboration avec



Avec le soutien de





L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS

Avec Marco Martiniello (CEDEM, ULiège),
Louise Hantson (VUB), Hassan Bousetta (ULiège)
et Valéria Lucera (CBAI)

**16 DÉCEMBRE
2025**



En collaboration avec



Avec le soutien de



Cofinancé par
l'Union européenne



L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS

LES LEVIERS D'INSERTION

TABLE-RONDE 2 : OFFRE CLASSIQUE

16 DÉCEMBRE
2025

Avec la participation de :

- Florence Loss (CPAS de Charleroi)
- Hayat Ait Lahcen (Solidarités Nouvelles)
- Areti Paterakis (Plateforme sous-régionale Hainaut-Sud de l'Interfédé)
- Patrick Charlier (Unia)



En collaboration avec



Avec le soutien de



Cofinancé par
l'Union européenne





L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS

Avec Marco Martiniello (CEDEM, ULiège),
Louise Hantson (VUB), Hassan Bousetta (ULiège)
et Valéria Lucera (CBAI)

**16 DÉCEMBRE
2025**



En collaboration avec



Avec le soutien de



Cofinancé par
l'Union européenne



L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS

CONCLUSION

16 DÉCEMBRE
2025

Patrick Monjoie (CRI Brabant Wallon)



En collaboration avec



Avec le soutien de



Cofinancé par
l'Union européenne





L'INTÉGRATION EN QUESTIONS

(RE)PENSER LES MIGRATIONS

Avec Marco Martiniello (CEDEM, ULiège),
Louise Hantson (VUB), Hassan Bousetta (ULiège)
et Valéria Lucera (CBAI)

**16 DÉCEMBRE
2025**



En collaboration avec



Avec le soutien de



Cofinancé par
l'Union européenne

